

CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

« Projet de décision relative à la caractérisation de l'environnement utilisateur dans les mesures de qualité de service d'internet fixe via la mise en place d'une interface de programmation applicative (API) dans les box »

CONTRIBUTION DE LA FEDERATION FRANCAISE DES TELECOMS

La Fédération Française des Télécoms (ci-après « FFTélécoms »), en tant qu'organisation professionnelle représentative du secteur des communications électroniques, souhaite apporter sa contribution à la présente consultation publique menée par l'Arcep (ci-après « l'Autorité »). L'enjeu de cette consultation publique est double pour le secteur : s'assurer d'une implémentation pertinente de l'API au vu de l'objectif poursuivi tout en rationalisant l'utilisation des box opérateurs mises à disposition dans les offres commerciales actuelles et futures.

Question 1 : Le périmètre opérateurs et box concernés par le projet de décision vous paraît-il pertinent ?

L'article 2 du projet de décision prévoit la mise en œuvre de l'API dans les modèles de box mis à disposition sur le marché de détail grand public fixe à compter d'un délai de 12 mois suivant la publication de la présente décision (pour les technologies xDSL, FTTH, ainsi que les modèles de box d'accès fixe supportant la technologie 5G).

A la lecture de cet article, il semblerait que le périmètre des box concernés soit donc défini exactement 12 mois suivant la publication de la décision.

L'article 3 prévoit par ailleurs que l'ensemble des box étant entrées dans le périmètre 12 mois après la publication de la décision devront être en mesure de proposer l'API pendant au moins 5 ans. Les articles 7 à 9 proposent un certain nombre de paliers (12 mois, 20 mois, 24 mois, 28 mois) à partir desquels un pourcentage total du parc de box éligibles 12 mois suivant la publication de la décision devra présenter l'API.

Dans un premier temps, la FFTélécoms souhaiterait attirer l'attention des services de l'Arcep sur le périmètre des box concernées. **En effet, les membres de la FFTélécoms considèrent**

que l'intégration des box d'accès fixe supportant la technologie 5G est prématurée et souhaiteraient qu'elles ne soient pas concernées par l'implémentation de l'API.

Dans un second temps, les développements nécessaires à la mise en œuvre de l'API sur la box d'un opérateur sont conséquents. Il serait préférable de limiter le nombre de box sur lesquels les opérateurs auront à faire cet effort en leur laissant un peu plus de temps pour écouler leurs stocks de box d'ancienne génération qui ne seront bientôt plus commercialisées.

Ce déclenchement prématuré de l'éligibilité, qui pourrait rendre éligible des box en fin de vie, est d'autant plus problématique qu'il serait susceptible d'imposer, au titre de l'article 3, un maintien de l'API durant 5 années alors même que ces box ne seraient pas maintenues par l'opérateur durant une période aussi longue.

Aussi, les paliers proposés aux articles 7 à 9 prendront, de fait, en considération un certain nombre de box qui n'ont pourtant plus vocation à être mises à disposition.

La FFTélécoms considère le délai de 12 mois trop court compte tenu des différentes obligations enclenchées (article 3 et articles 7 à 9) et préconise que le périmètre des box éligibles soit fixé à 24 mois suivant la publication de la décision de l'Autorité. Chacun des seuils des articles 7 à 9 devraient quant à eux être repoussés de 6 mois.

La FFTélécoms s'interroge enfin sur les conséquences du délai de 5 ans prévu à l'article 3. Il ne peut être entendu comme la durée durant laquelle l'API peut faire l'objet de mises à jour sur les box éligibles mais uniquement comme la période durant laquelle l'API, dans sa version initiale, doit être disponible. C'est pourquoi, et compte tenu du fait que ce délai est très long au regard des cycles de vie des box, les opérateurs membres de la FFTélécoms souhaiteraient que ce délai soit abaissé à 3 ans.

Question 2 : L'objectif retenu vous paraît-il pertinent ?

La FFTélécoms identifie deux objectifs quant à l'implémentation de cette API. Dans un premier temps, elle doit permettre de fiabiliser les données remontées par des outils de mesure tiers qui font appel à cette même API. Cela permettra d'améliorer les indicateurs statistiques des mesures de qualité de service. A priori, l'API telle que définie actuellement remplira ce premier objectif.

En revanche, compte tenu des caractéristiques actuelles de l'API, **les FFTélécoms souhaite attirer l'attention des services de l'Arcep sur le fait que cette application n'est pas suffisante pour permettre aux prestataires d'outils de mesures d'effectuer un quelconque diagnostic.**

En effet, la qualité du terminal utilisé n'est pas analysée par l'API (disponibilité CPU, mémoire, disque dur etc.). De plus, l'API fonctionnant en deux temps (d'abord nous mesurons la qualité de la connexion wifi à un instant « T », puis l'API fait remonter les données récoltées), la qualité réelle de la connexion wifi pourra ne pas être la même que celle remontée par l'application. Enfin, l'API ne disposera pas de l'ensemble des données permettant de caractériser l'environnement utilisateurs.

Question 6 : Les acteurs sont invités à formuler, le cas échéant, d'autres observations ou propositions sur le projet de décision en consultation.

- **L'encadrement nécessaire des pratiques et usages faits des données récoltées par les outils de mesure tiers**

La FFTélécoms est particulièrement préoccupée par l'usage pouvant être fait des informations recueillies via l'API par les outils de mesures tiers. En effet, ces informations pourraient faire l'objet d'un marché distinct. Or, la FFTélécoms considère que la responsabilité de la réalisation d'un diagnostic sur la base des données recueillies via l'API revient à l'opérateur télécom. Les opérateurs télécoms, et plus largement, les fournisseurs d'accès à internet sont les seuls développant cette API, en la fournissant de manière gratuite. Il est important d'anticiper et de sécuriser les informations recueillies afin d'éviter qu'elles soient enrichies sans contrôle et revendues sur un marché annexe qui se serait constitué.

En ce sens, la constitution d'un code de bonne conduite, ayant fait l'objet de discussions lors des travaux relatifs à cette API, quant à l'utilisation des données remontées via l'API et à la restitution des résultats, est primordiale. Le code de bonne conduite est un élément central pour avoir des observatoires plus pertinents et éviter toute dérive faite des données remontées via l'API par les outils de mesure tiers. La première version du code, antérieure au lancement de l'API, nécessite d'être complétée afin de tenir compte des nombreux enjeux liés au lancement de l'API. Si ce chantier peut paraître annexe, il est néanmoins indispensable de le débiter car les seuls éléments ayant faits l'objet d'arbitrage concernent les protocoles de mesure et non pas l'utilisation des données. C'est pourquoi, la FFTélécoms souhaiterait qu'un groupe de travail dédié, piloté par les services de l'Arcep, voit le jour afin de traiter cette question.

- **Sur l'anticipation de toute évolution potentielle**

Pour la FFTélécoms, toute évolution potentielle de l'API impliquera nécessairement une nouvelle décision. La mise en œuvre de nouvelles spécifications et l'implémentation des mises à jour de l'API représentent une charge importante chez les opérateurs télécoms. Il

apparaît donc nécessaire, si des évolutions de l'API devaient être envisagées, de les limiter le plus possible. En effet, les opérateurs télécoms sont chargés d'implémenter une première version. Si une seconde version, présentant des évolutions majeures, devait faire l'objet de discussions, la FFTélécoms souhaiterait que l'implémentation de cette seconde version soit établie sur la base d'un calendrier prédéfini, et d'un pourcentage de box éligibles comme cela est déjà prévu pour la première version de l'API.

Cette anticipation est essentielle afin de faciliter au mieux le déploiement du dispositif tout en facilitant en amont (développement des spécifications) et en aval (mise à jour et commercialisation de la box éligible) les investissements des opérateurs.

- **Sur la nécessité d'une collaboration équitable**

Les opérateurs mettront à leurs frais à disposition de leurs clients et des prestataires de mesure, sur leurs box, une API qui permettra d'enrichir les tests effectués via les outils de mesures tiers. Or, ces tiers n'ont aujourd'hui aucun moyen de caractériser, de manière certaine, l'environnement utilisateur. Cela peut poser problème, d'autant plus que les résultats des tests peuvent se révéler utiles pour les opérateurs car ils sont exécutés directement depuis le terminal du client-utilisateur. Cette exécution directe depuis le terminal du client permet notamment de tenir compte de la globalité de la chaîne réseau.

En ce sens, les opérateurs membres de la FFTélécoms souhaiteraient qu'en échange de la mise à disposition des informations via l'API des opérateurs, les prestataires mettent à leur tour gratuitement à disposition des opérateurs les données qu'ils mesurent concernant leurs clients. Cette mise à disposition se ferait selon des modalités à déterminer mais elle pourrait par exemple prendre la forme d'une « API résultat », pendant de l'API caractérisation de l'environnement utilisateur, permettant aux opérateurs d'avoir accès aux résultats des mesures effectuées via la box de leur client.

Il s'agit d'un compromis équitable et nécessaire qui permettra notamment d'enrichir les données des opérateurs pour la réalisation de leurs propres diagnostics, et de ce fait, améliorer ces derniers.

- **Sur l'opposabilité de l'API**

La FFTélécoms souhaite attirer l'attention des services de l'Arcep sur le fait que cette application n'est pas suffisante pour permettre aux prestataires d'outils de mesure, grâce à l'apport des données qui vont permettre de caractériser l'environnement utilisateur, de produire un diagnostic qui serait opposable aux opérateurs télécoms. Il s'agit d'un risque partagé par l'ensemble des opérateurs membres de la Fédération.